

Décision n° IC/2020/175 dispensant la SAS BIOMÉTHANE DE L' AISNE d' une étude d' impact pour l' exploitation d' une unité de méthanisation à VIVAISE

**Le Préfet de l' Aisne,**  
Chevalier de l' Ordre national du Mérite

**VU** la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du conseil du 13 décembre 2011 concernant l' évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l' environnement, notamment son annexe III ;

**VU** le code de l' environnement, notamment les articles L.122-1, L.512-7, L.512-7-2, R.122-2 et R.122-3 ;

**VU** l' arrêté ministériel du 3 mars 2017 fixant le modèle national de demande d' enregistrement d' une installation classée pour la protection de l' environnement ;

**VU** la preuve de dépôt du 6 décembre 2018 de la SAS BIOMÉTHANE DE L' AISNE de sa déclaration initiale d' une installation classée relevant du régime de la déclaration exploitée sur le territoire de VIVAISE ;

**CONSIDÉRANT** la demande d' enregistrement déposée le 26 juin 2020 et complétée le 22 septembre 2020, par la SAS BIOMÉTHANE DE L' AISNE relative à des installations de méthanisation sur le territoire de VIVAISE ;

**CONSIDÉRANT** que le CERFA n°15679\*02 "annexe I : demande d' enregistrement pour une ou plusieurs installations classées pour la protection de l' environnement" annexée à la demande d' enregistrement précitée, présente la sensibilité environnementale en fonction de la localisation du projet ;

**CONSIDÉRANT** selon les informations fournies par le pétitionnaire, que le projet consiste à étendre une unité de méthanisation et à épandre le digestat associé ;

**CONSIDÉRANT** que le projet, soumis à enregistrement au titre de l' article L.512-7 du code de l' environnement (installation classées pour la protection de l' environnement, ICPE), relève de la rubrique n°1b "ICPE soumis à la procédure du cas par cas" du tableau annexé à l' article R.122-2 du code de l' environnement ;

**CONSIDÉRANT** que le projet, également soumis à autorisation au titre de l'article R.214-1 du code de l'environnement (loi sur l'eau), relève de la rubrique n° 26 b du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** qu'en application des dispositions de l'article L.512-7 (paragraphe 1 bis) du code de l'environnement, la demande d'enregistrement porte également sur l'épandage de digestat sur terres agricoles ;

**CONSIDÉRANT** que l'épandage de digestat sur terres agricoles est nécessaire au fonctionnement de l'installation de méthanisation (principe de connexité) ;

**CONSIDÉRANT** que l'unité de méthanisation ne se situe pas au sein d'une zone naturelle remarquable ;

**CONSIDÉRANT** que les parcelles aptes à l'épandage sont implantées hors de toute zone NATURA 2000 ;

**CONSIDÉRANT** que les grandes cultures sont prédominantes dans le secteur retenu pour l'épandage agricole ;

**CONSIDÉRANT** l'absence de superposition avec d'autres plans d'épandage urbains ou industriels ;

**CONSIDÉRANT** que l'unité de méthanisation n'est pas de nature à générer des rejets atmosphériques significatifs ;

**CONSIDÉRANT** que les premières habitations sont situées à 400 m des installations projetées ;

**CONSIDÉRANT** le recyclage intégral des eaux usées industrielles dans le process de méthanisation ;

**CONSIDÉRANT** que les risques technologiques liés à cette installation classée pour la protection de l'environnement sont limités ;

**CONSIDÉRANT** dès lors que le projet n'est pas de nature à créer des incidences négatives notables sur l'environnement et la santé ;

## **DÉCIDE :**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

La réalisation d'une étude d'impact n'est pas nécessaire pour le projet relatif à la mise en service d'une unité de méthanisation située sur la commune de VIVAISE ainsi qu'à l'épandage de digestat associé.

### **Article 2 :**

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

### **Article 3 :**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée, par le pétitionnaire ou l'exploitant, au Tribunal administratif d'AMIENS, 14 rue Lemerchier 80011 AMIENS CEDEX dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou publication.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Article 4 :**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aisne et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) des Hauts-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée sur les sites Internet de la Préfecture de l'Aisne et de la DREAL, et dont une copie sera notifiée à l'exploitant.

À Laon, le 12 novembre 2020



ZIAD KHOURY